

Présence à la tribune

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la mesure en question n'est pas entrée en vigueur le soir du budget parce que nous craignons les conséquences qu'elle pourrait avoir. Cela me semble tout à fait légitime. Nous voulions surveiller la situation d'aussi près que possible pour minimiser les conséquences de cette mesure pour les personnes âgées.

Selon nous, et j'espère que d'autres sont du même avis, la façon de maintenir de bons programmes sociaux consiste à favoriser la reprise économique. Cette reprise économique semble bien amorcée. C'est une bonne nouvelle pour le Canada et c'est surtout une bonne nouvelle pour l'intégrité des programmes de sécurité sociale.

LES CONSULTATIONS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre sait, j'en suis sûre, que les dirigeants de 11 organismes importants représentant un million de pensionnés se sont réunis à Toronto hier pour protester contre la désindexation partielle des pensions. Ils sont irrités et agressifs. Ils réclament la réindexation des pensions.

Le ministre expliquera-t-il pourquoi les associations de citoyens âgés n'ont pas été consultées, alors que des consultations ont eu lieu dans tous les autres secteurs? Pourquoi les Canadiens âgés n'ont-ils pas été consultés avant que le gouvernement modifie sa politique et décide de désindexer les pensions? Le ministre sait que cette mesure touchera 2.5 millions de pensionnés et en appauvrira 200,000 autres.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée a signalé que des consultations ont eu lieu.

Mme Mitchell: Il n'y a pas eu de consultations.

M. Epp (Provencher): Je l'ai écoutée et je lui demanderais d'en faire autant. Selon elle, divers groupes ont été consultés. Elle a ajouté que les associations de citoyens âgés n'avaient pas été consultées. Toutefois, divers groupes ont été consultés et je voudrais lui répéter . . .

Mme Mitchell: Pas au sujet des pensions.

M. Epp (Provencher): . . . je voudrais répéter ce que le premier ministre a dit aujourd'hui durant la période des questions. C'est la raison pour laquelle il en est question dans l'exposé budgétaire. Le gouvernement a alors examiné la situation très attentivement. Le premier ministre et moi-même avons dit aujourd'hui qu'à mesure que l'économie s'améliorera, la question sera surveillée de près. Tel est l'engagement que nous avons pris et que nous respecterons.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE DÉFENDRE LES PERSONNES
ÂGÉES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, le ministre sait que le comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales n'a pas consulté les personnes âgées; en effet, la consultation a porté sur les allocations familiales. Pourquoi essayer de tromper les gens?

M. Clark (Yellowhead): Rétractez-vous.

M. le Président: Que la députée retire ces paroles et pose sa question.

Mme Mitchell: Monsieur le Président, je me retracte, afin de pouvoir poser ma question. N'empêche que le ministre a traité de manière abominable . . .

M. Hnatyshyn: Règlement!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Mme Mitchell: Le ministre compte-t-il, s'il ne l'a déjà fait, prendre connaissance du mémoire en sept points que les groupes lui ont présenté hier? Va-t-il consulter ces gens? C'est encore possible aujourd'hui. Mieux encore, à la réunion des conservateurs cette fin de semaine, va-t-il se faire leur porte-parole? Compte-t-il défendre la position des pensionnés et réclamer un changement en leur faveur?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je représente les pensionnés auprès de mon parti et à la Chambre. Je suis également le porte-parole en ce qui concerne l'allocation au conjoint, l'allocation aux veufs et aux veuves, les pensions d'invalidité . . .

Des voix: Bravo!

M. Epp (Provencher): Je pourrais lui rappeler l'émission «The Journal» où nous avons été interviewés ensemble; la députée a dit qu'elle accepterait que les personnes âgées paient plus d'impôts. Est-ce elle qui a modifié sa position ou bien nous?

* * *

LE BUDGET

L'ARTICLE DU WALL STREET JOURNAL

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Hier, le très influent *Wall Street Journal* demandait sur quatre colonnes: «Le Canada va-t-il se suicider économiquement?» L'article commentant le budget commençait par la phrase suivante: «Le Canada est sur le point de se suicider économiquement dans l'intérêt de la théorie économique.»

Comment le ministre des Finances pense-t-il qu'il va pouvoir maintenir la croissance et réduire le déficit alors que son avalanche de taxes va éroder de plus en plus le pouvoir d'achat des Canadiens? S'imaginer-t-il que c'est à coup d'impôts qu'il va rendre l'économie prospère?